



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **CONSEIL DE L'ÉDUCATION NATIONALE Séance du 4 juillet 2019**

### **DÉCLARATION LIMINAIRE**

En préambule, la FSU tient à exprimer son soutien aux collègues du collège Hippolyte Foucque qui subissent depuis deux ans une dégradation de leurs conditions de travail du fait d'une gouvernance autoritaire qui génère beaucoup de souffrance au travail. Dans un contexte où le dialogue social est mis à mal par les menaces sur l'existence même des CHS-CT, la FSU est inquiète de la façon dont sera à l'avenir géré ce type de situation qui ne se limite hélas pas au collège Hippolyte Foucque.

Sur un autre sujet, toujours lié aux conditions de travail, ce Conseil devait porter un avis sur un calendrier scolaire 2020-2023. Nous actons le retrait de ce point de l'ordre du jour.

Une canicule sévit en métropole avec des températures frôlant les 40°. Ces épouvantables conditions climatiques plus précoces que d'ordinaire auront peut-être le mérite de faire comprendre dans l'Hexagone et donc au Ministère ce que les personnels et les élèves de la Réunion vivent chaque année.

Quoi qu'il en soit, nous notons que face à cette situation le Ministère s'est empressé de transmettre des préconisations dans les établissements scolaires hexagonaux et de décaler les épreuves du DNB y compris dans notre académie où pourtant aucune canicule ne sévit actuellement !

Ceci dit, nous apprécierions une sollicitude identique envers nos plus de 200 000 élèves pour qui la canicule est le quotidien pendant des mois tous les ans!

En outre, il est plus que temps aujourd'hui, tout le monde en convient y compris le ministre, de régler une bonne fois pour toute le problème du bâti scolaire inadapté aux conditions climatiques.

Le refus de saisir les CA et CE sur un sujet aussi important et le refus d'un débat large et ouvert sur le calendrier scolaire incluant toutes les options possibles, dont l'option climatique sont incompréhensibles.

Ce choix d'écarter le calendrier climatique des discussions sur une justification juridique que nous réfutons interroge sur les motivations profondes qui ont présidé à cette décision ; en effet, nous confirmons que le Recteur peut prendre un arrêté pour adapter le calendrier aux « particularités des régions concernées ».

Ceci dit, cela donne une idée de ce qui restera de dialogue social si, comme le prévoit le gouvernement, les CAP sont vidés de leur substance et les CHS-CT fusionnés dans les CT : une gestion verticale et autoritaire du système éducatif.

La FSU s'oppose au projet de loi dit de « transformation » de la Fonction Publique et au projet de loi Blanquer qui en est la traduction dans l'éducation. Outre les attaques contre le paritarisme, il est bien question d'en finir avec une fonction publique de statut, de supprimer des postes, de privatiser des services et de museler toute opposition.

Cette réforme prévoit de dynamiter les équilibres issus du statut de 1946 et réaffirmés au fil du temps. Ces équilibres permettaient l'émergence d'un fonctionnaire citoyen et non d'un fonctionnaire « aux ordres ». Elle attaque toutes les garanties apportées aux personnels et donc aux usagers contre l'arbitraire: commissions paritaires vidées de leur substance, fusion de certaines instances, recrutement de contractuels à grande échelle, détachements d'autorité dans le secteur privé, introduction d'une rupture conventionnelle y compris pour les fonctionnaires.

Dans le premier degré, la circulaire de rentrée vient confirmer une politique ministérielle à l'œuvre, faite d'injonctions, de guides de bonnes pratiques, d'enseignements resserrés sur des fondamentaux faisant table rase d'un grand

nombre de recherches pédagogiques et niant au plus haut point la professionnalité des personnels dans les écoles.

La maternelle chamboulée, est la principale cible de cette circulaire. On y trouve surtout une entrée précoce dans des apprentissages normatifs et évalués ce qui constitue une méthode très efficace pour construire de la difficulté scolaire dès le plus jeune âge.

C'est pourtant d'une toute autre ambition dont l'école a besoin pour faire face aux défis qui sont les siens. Les mobilisations récentes menées par les personnels et les parents l'ont bien montré. Pour autant, la rupture du dialogue social s'amplifie.

Concernant le développement des LCR auquel nous sommes attachés, nous nous réjouissons de voir enfin le CALVR recomposé et convoqué pour une réunion prochaine. Toutefois, nous avons eu droit à une énième affaire conflictuelle concernant le créole à l'école et les réponses médiatiques de l'IA-DAASEN nous font particulièrement craindre un retour d'anciennes pratiques que nous avons cru disparues.

En ce qui concerne les grands chantiers du second degré, les méthodes de construction des nouveaux programmes ne nous satisfont pas. L'élaboration des programmes ne doit pas être confisquée par quelques experts sans concertation réelle auprès des professionnels de l'enseignement et de la recherche. Les professeurs doivent être associés à la construction des programmes afin de pouvoir en faire des outils puissants et efficaces au service des élèves.

La réforme de l'orientation devrait elle aussi être motivée par cet objectif exclusif mais la réalité est tout autre. Cette réforme prétend améliorer l'orientation des jeunes et répondre ainsi aux enjeux importants de l'élévation du niveau de qualification des élèves et de justice sociale. Or les préconisations du rapport «Refonder l'orientation, un enjeu État-Régions » ne répondent à aucun de ces objectifs. Ils consacrent au contraire une vision étriquée et utilitariste de l'orientation réduite à un outil de tri des élèves dès le collège en fonction des besoins en emploi et de la demande institutionnelle. Cette approche ne pourra que renforcer les inégalités.

Au delà de ces seuls sujets, la FSU reste toujours opposée à la réforme des lycées généraux, technologiques et professionnels et celle du bac qui transformeront le système éducatif en une grande machine de tri social en amont de Parcoursup.

Difficile ensuite pour les futurs citoyens passés par cette école de croire aux institutions, à l'état protecteur et même au vivre ensemble car ils auront expérimenté dans leur chair la logique excluante du tri social. Et ce n'est pas en apprenant à hisser un drapeau pendant le Service National Universel que les choses changeront dans leur tête; car en cassant l'école de la sorte, c'est toute la société qui se trouve martyrisée, risquant d'imploser à terme.

L'École doit favoriser l'émancipation de tous les élèves par une culture commune et une formation diplômante qui correspondent à leurs aspirations et à leur choix d'orientation. L'Éducation Nationale doit se donner les moyens de la réussite de tous les jeunes.

**C'est pourquoi la FSU exige l'annulation des réformes en cours dans l'Éducation et la Fonction Publique, la création de postes, la revalorisation significative des rémunérations et l'ouverture de réelles discussions avec les Organisations Syndicales sur tous ces sujets. Les rodomontades et menaces proférées par le ministre ne sont pas à la hauteur des exigences de la profession mais bien à celle du mépris qu'il affiche depuis des mois.**

**Nous défendrons toujours le Service Public d'Éducation et appelons les personnels à continuer à lutter contre toutes les régressions que l'on veut nous imposer à nous et à nos élèves.**